

LE DEVOIR

VOL. CVIII N° 47

LE DEVOIR, LES SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 MARS 2017

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$



MARC HOFER AGENCE FRANCE-PRESSE

Les femmes subissent des violences atroces en République démocratique du Congo, et la communauté internationale, bien qu'elle se dise préoccupée, n'agit pas pour mettre un terme au massacre, dénonce le Dr Denis Mukwege.

DENIS MUKWEGE AU DEVOIR

L'homme qui « répare » les femmes

Le médecin mène une lutte sans trêve contre le viol comme arme de guerre

Les violences dont il a été témoin sont indicibles, et celles des victimes qu'il soigne le sont plus encore. Le chirurgien congolais Denis Mukwege, celui qui « répare » les femmes victimes de viol et de mutilations génitales, raconte dans sa récente autobiographie son parcours périlleux et les menaces qui pèsent toujours sur sa vie. *Le Devoir* l'a joint à Panzi, au Congo.

ISABELLE PARÉ

Li croyait avoir tout vu. La haine, la violence sans limites, les viols de guerre et des mutilations graves perpétrées contre des femmes, des mères, des filles. Eh bien non. Maintenant tapi en permanence dans son hôpital gardé par des hommes armés, l'homme de 61 ans confie que l'horreur a atteint ces dernières années des sommets inégalés. L'horreur a pris un visage encore plus glauque.

À l'hôpital de Panzi, situé dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le flot continu de femmes victimes de viol, traitées pour des sévices extrêmes, a légèrement fléchi ces dernières années. Une rare embellie en vingt ans. Mais depuis trois ou quatre ans, ce sont des enfants violés, et même des bébés — toujours des filles — aux organes génitaux gravement mutilés qu'il accueille

VOIR PAGE A 8 : VIOL

Un adjoint du chef Pichet suspendu

Martin Coiteux refuse de dire s'il fait toujours confiance au directeur du SPVM

PHILIPPE ORFALI
MARCO BÉLAIR-CIRINO

La légitimité du chef de police de Montréal s'est effritée encore davantage, vendredi. Mis au fait d'« informations » transmises à l'équipe de la Sûreté du Québec chargée de faire la lumière sur les allégations criminelles qui affligent le SPVM, Philippe Pichet a été contraint de suspendre l'un de ses plus proches alliés, Bernard Lamothe, alors que le ministre de la Sécurité publique refusait de lui réitérer publiquement sa confiance.

La crise qui frappe depuis des semaines le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pris une nouvelle tournure avec la suspension immédiate de l'un des hommes de confiance du chef Pichet, le directeur adjoint Bernard Lamothe. Dans un laconique courriel à ses employés, le numéro 1 de la police de Montréal a soutenu en matinée qu'il avait dû « prendre les décisions qui s'imposent pour préserver l'intégrité du service de police ».

En entrevue au *Devoir*, il a toutefois refusé d'en dire davantage sur les graves assertions ayant mené à la suspension de M. Lamothe, 55 ans, responsable de la division stratégique du SPVM. Ce départ survient au lendemain d'une entrevue accordée au 98,5 FM par le président de la Fraternité des policiers, Yves Francœur, qui accusait certains membres de l'état-major du SPVM de corruption, de trafic d'influence et de relations douteuses avec des membres de la pègre. « Le dernier cas que j'ai soumis à M. Pichet, c'était des allégations concernant un

M^e Michel Bouchard dirigera l'enquête administrative

VOIR PAGE A 8 : SPVM

Lire aussi : Pichet doit partir. L'éditorial de Brian Myles. Page B 4

AUJOURD'HUI



Économie Des idées, une vision. Solution Era cherche à démocratiser l'écoconstruction. Page C 1



Avis légaux..... C 4
Météo..... C 6
Décès..... C 5
Mots croisés..... D 4
Petites annonces..... C 5
Sudoku..... D 4

LES GRANDES OUBLIÉES

L'histoire invisible des femmes

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, *Le Devoir* jette un regard sur la place dérisoire que l'histoire officielle a laissée et continue de laisser aux femmes. Et si l'histoire devait s'écrire autrement?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Quelle place l'Histoire fait-elle aux femmes? « Les gens ne se rendent pas compte qu'il y a de l'idéologie et des constructions historiques qui font en sorte de les écarter de leur société », soutient l'historienne Micheline Dumont.

Comment écrit-on l'histoire au regard des femmes, c'est-à-dire de la moitié de l'hu-

manité? En juin 1961, *Le Devoir* publie un cahier spécial consacré à la place des femmes dans la société québécoise. On y lit dans une publicité que « le rayonnement de la femme canadienne-française se perpétue à travers les siècles dans les rôles les plus nobles et les plus importants qui soient: ceux de l'épouse, de la mère et de l'éducatrice ». Ce à quoi on ajoute que « c'est grâce à son influence si notre pays a conservé le prestige du passé parce qu'elle a su garder et transmettre les plus belles traditions ».

« Si la femme a consenti à être refoulée, n'est-ce pas parce que ses fonctions correspondaient mieux à ses aspirations intérieures? »

VOIR PAGE A 8 : HISTOIRE

Dossier > À la rencontre de cinq femmes exceptionnelles. Pages A 4 et A 5

LE DEVOIR SE LIT MAINTENANT EN TOUTE MOBILITÉ.

Téléchargez l'application *Le Devoir Mobile* dès maintenant!



ACTUALITÉS

AGRESSIONS SEXUELLES

Le système judiciaire doit corriger le tir, affirme Justin Trudeau

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Il n'y a pas que les intervenants sociaux et les juristes qui ont été renversés d'entendre un juge de Nouvelle-Écosse statuer qu'une jeune femme ivre et inconsciente avait pu consentir à une relation sexuelle. Prenant soin de s'abstenir de commenter directement la décision controversée, le premier ministre Justin Trudeau a néanmoins affirmé que le système judiciaire devait améliorer le traitement réservé aux victimes d'agressions sexuelles.

La décision du juge Gregory Lenehan en Nouvelle-Écosse a créé tout un tollé. Dans un jugement rendu mercredi, le magistrat provincial a tranché que le chauffeur de taxi Bassam Al-Rawi n'était pas coupable d'agression sexuelle contre sa cliente, trouvée saoule, à moitié nue, les seins à l'air et inconsciente sur la banquette arrière de sa voiture. M. Al-Rawi avait la braguette défaits et entre les mains les sous-vêtements souillés d'urine de la victime lorsqu'une policière l'a aperçu.

«Un manque de mémoire n'équivaut pas à l'absence de consentement. [...] Assurément, une personne saoule peut donner son consentement», a tranché le juge Lenehan, en reconnaissant qu'il ne voudrait pas que l'accusé conduise sa propre fille. À son avis, la victime aurait pu consentir à la relation sexuelle avant de perdre connaissance.

Le juge Lenehan a rapidement fait l'objet d'au moins une plainte au bureau du juge en chef de la province. Deux manifestations sont prévues à Halifax la semaine prochaine.

Appel de Trudeau

Justin Trudeau n'a pas voulu commenter «une cause précise, surtout pas une qui soit de juridiction provinciale». Mais le premier ministre s'est permis de marteler que «l'agression sexuelle est inacceptable» au travail, à la maison, dans la société. «Nous devons nous assurer que, lorsqu'elles choisissent de dénoncer [leur agresseur], les victimes d'agressions sexuelles sont traitées correctement dans un système judiciaire qui leur offrira un procès équitable et qui donnera de réelles conséquences aux agresseurs. [...] Nous allons continuer de demander des améliorations et d'encourager des changements d'attitudes quant à la façon dont nous traitons les survivants d'agressions sexuelles, et pour que soit améliorée la façon dont nous parlons de consentement», a déclaré M. Trudeau.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Nous devons nous assurer que [...] les victimes d'agressions sexuelles sont traitées correctement dans un système judiciaire qui leur offrira un procès équitable et qui donnera de réelles conséquences aux agresseurs »

Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Le service des poursuites pénales de la Nouvelle-Écosse étudie la décision avant de déterminer s'il portera la cause en appel.

L'interprétation du consentement du juge Lenehan ne semble pas cadrer avec celle de la Cour suprême, qui a statué en 2011 que le consentement doit être libre, éclairé et continu, rappelle Rachel Chagnon, professeure en sciences juridiques à l'UQAM. «Une personne inconsciente n'est pas en mesure de consentir. C'est écrit noir sur blanc. [...] Le juge s'obstine à parler de potentiel consentement. Cela relève, selon moi, beaucoup plus des préjugés contre les jeunes femmes qui se saoulent dans un party bien arrosé que d'une bonne application du droit.»

Dominique Raptis, interve-

nante sociale au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Ouest-de-Montréal, déplore que le jugement «démontre qu'il y a encore des préjugés dans le système judiciaire». Et que les conclusions puissent «faire en sorte que des femmes qui ont vécu le même genre de situations décident peut-être de ne pas porter plainte».

La chef par intérim du Parti conservateur, Rona Ambrose, a justement déposé un projet de loi qui obligerait les futurs magistrats fédéraux à suivre des formations sur les mythes et stéréotypes liés aux plaintes pour agression sexuelle.

Que le début

«C'est plus que nécessaire. Ce n'est qu'un début», selon la Dre Natacha Godbout, professeure en sexologie à l'UQAM. Les juges devraient en outre être sensibilisés aux réactions psychologiques des victimes — trous de mémoire, dissocia-

tion —, «qui vont avoir un impact direct sur le témoignage, la crédibilité».

Le cas du juge Lenehan n'est pas sans rappeler celui du juge albertain Robin Camp, qui avait demandé à une victime d'agression sexuelle pourquoi elle n'avait pas fermé les jambes. Le juge fédéral fait l'objet d'une procédure de destitution, qu'il conteste.

Le Québec affiche un taux de condamnations en matière d'agressions sexuelles parmi les plus élevés au pays, mais un taux «anormalement élevé de rejet des plaintes», note M^{me} Chagnon. «On a un problème de filtrage, avant que les décisions arrivent devant les tribunaux.» Le Québec n'a pas connu récemment de jugement de ce genre. «C'est sûr que, si vous amenez seulement des cas exemplaires, il n'y aura pas un juge qui va mal paraître», résume l'experte en sciences juridiques.

Le Devoir

Effrayée par la virulence des « trolls » péquistes

Passée du PQ à la CAQ, Tania Longpré demande à Jean-François Lisée d'intervenir

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Tania Longpré a encaissé les critiques lorsqu'elle écrivait sur son blogue au *Journal de Montréal*. Elle s'est forgé toute une carapace.

Malgré celle-ci, l'ex-candidate péquiste dit être «effrayée» par la virulence des réactions de «trolls» alliés au Parti québécois à l'annonce de son ralliement à la Coalition avenir Québec. Elle demande au chef péquiste, Jean-François Lisée, d'intervenir.

L'enseignante en francisation des immigrants dit être ensevelie depuis deux semaines sous une «avalanche de haine». «Tous ceux qui fréquentent les médias sociaux dans la sphère politique ont vu ce troupeau de trolls militants se déchaîner contre une personne ou une autre. Je m'y attendais, je m'y préparais, mais quand elle nous frappe personnellement, cette violence verbale prend une réalité saisissante et franchement un peu effrayante», a-t-elle écrit dans une lettre adressée à M. Lisée, dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Des dizaines d'internautes sont effectivement tombés à bras raccourcis sur la transfuge sur Twitter et Facebook après avoir appris qu'elle ralliait la formation politique de François Legault. «La grande majorité des gens dont j'ai reçu des messages, ce sont des gens que j'ai déjà vus. Ils ont une photo. Ils ont un vrai nom. Ils ne s'appellent pas PierreJeanJacques23 avec une photo d'astronave! fait-elle remarquer dans un entretien téléphonique avec *Le Devoir*. Au PQ et dans les milieux indépendantistes, il y a beaucoup de gens très, très passionnés. Dès que tu n'as pas les mêmes passions, les mêmes idéaux qu'eux, tu deviens un traître, un anti-québécois», souligne-t-elle.

Tania Longpré s'est notamment fait reprocher d'être une «opportuniste qui ne sait pas où poser ses belles grosses fesses», a affirmé l'attaché de presse du chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Bruno-Pierre Cyr. «Cela dit, nous allons continuer de débattre sur le terrain des idées.»

«Cela dit, nous allons continuer de débattre sur le terrain des idées.»

Le Devoir

le buffet de la CAQ», a-t-il écrit sur les réseaux sociaux. Il y a des dizaines d'autres commentaires, bien pires.

«Juste dans la dernière semaine, j'ai bloqué ou supprimé 150 personnes de ma page Facebook. C'est la première fois que je bloquais ou que je supprimais autant de gens», précise M^{me} Longpré, déplorant la virulence du débat politique au Québec.

Trêve demandée

Elle invite M. Lisée et tous les dirigeants politiques à créer une trêve des insultes grossières, en commandant aux militants de leur parti politique d'adopter un ton respectueux sur les réseaux sociaux. «Si on veut un débat d'idées sain, je pense que la première des choses, c'est vraiment d'argumenter avec les gens plutôt que de les insulter», fait-elle valoir.

Paul St-Pierre Plamondon a récemment mis en garde l'état-major du PQ sur l'impact né-



Tania Longpré

fastes d'«une frange marginale» de l'effectif sur «la réputation du parti». «Un nombre minuscule de personnes membres du PQ agissent en "trolls" sur les médias sociaux, ce qui est dommageable et aucunement représentatif du caractère généreux et avenant des membres du parti», a souligné l'ex-candidat à la chefferie dans son rapport préliminaire «Osez repenser le PQ», qui a été dévoilé il y a près d'un mois.

Le PQ accuse la CAQ

Après avoir pris connaissance de la lettre de M^{me} Longpré, le PQ a accusé la CAQ de faire exactement ce qu'elle lui reproche. «Tout comme d'autres formations politiques, la CAQ a son lot de trolls. On se fait insulter par plusieurs tous les jours. Ce n'est vraiment pas très agréable, mais nous ne demandons pas à M^{me} Longpré de s'en excuser. Parce que ce serait injuste de lui faire porter la responsabilité. En outre, l'intimidation, quelle qu'elle soit, est inacceptable!» a affirmé l'attaché de presse du chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Bruno-Pierre Cyr. «Cela dit, nous allons continuer de débattre sur le terrain des idées.»

Le Devoir

Le Devoir nomme Marie-Michèle Sioui correspondante parlementaire à Québec

LUCE JULIEN

Rédactrice en chef

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs et lectrices la nomination de Marie-Michèle Sioui au poste de correspondante parlementaire à Québec.

Marie-Michèle exerce la profession de journaliste depuis plus de six ans. Elle a amorcé sa carrière à la Presse canadienne, elle a œuvré par la suite au quotidien *La Presse*, avant de se joindre à l'équipe du *Devoir* à l'automne 2015.

Marie-Michèle a démontré au fil des ans qu'elle était une reporter généraliste de grand talent. Elle se démarque par son dynamisme, sa passion du métier, son efficacité et sa capacité à débusquer de la nouvelle originale.

Nous sommes convaincus que Marie-Michèle saura s'illustrer comme journaliste sur la colline parlementaire à Québec



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Marie-Michèle Sioui exerce la profession de journaliste depuis plus de six ans.

et qu'elle offrira une couverture politique de qualité sur toutes les plateformes du *Devoir*.

Marie-Michèle Sioui entrera en fonction le 20 mars.

Vous pouvez la joindre à l'adresse courriel suivante : mmsioui@ledevoir.com.

Le Devoir

RECHERCHE SUR L'ALZHEIMER



Votre mémoire vous inquiète ?

Êtes-vous ou une personne de votre entourage préoccupés par la perte de mémoire ou par la maladie d'Alzheimer ?

L'étude EMERGE évaluera la sûreté et l'efficacité potentielle d'un médicament expérimental pour déterminer s'il peut ralentir la progression des symptômes de la maladie d'Alzheimer de stade précoce, tels que la perte de mémoire.

POUR PARTICIPER, VOUS DEVRIEZ :

- Avoir entre 50 et 85 ans
- Éprouver des symptômes qui pourraient être associés à la maladie d'Alzheimer de stade précoce, comme des problèmes de mémoire ou de la difficulté à penser clairement
- Avoir quelqu'un dans votre vie qui pourrait vous accompagner aux visites de l'étude et qui vous aiderait à respecter les exigences de l'étude.

Les participants admissibles recevront gratuitement tous les soins liés à l'étude ainsi que le médicament expérimental.

POUR APPRENDRE D'AVANTAGE, COMMUNIQUER AVEC :

Institut universitaire en santé mentale Douglas, 6875, boul. LaSalle, Montréal, QC, H4H 1R3
Tél. : (514) 761 6131 ext. : 4405 | Courriel : catherine.lee@douglas.mcgill.ca

L'UNIVERS DU STORE.ca



STORES SUR MESURE
Fabriqué au Québec
MOTORISATION
DISPONIBLE

MONTRÉAL 514-231-8677
LONGUEUIL 450-445-9829
LAVAL 450-627-3716

QUÉBEC 418-654-8677
LÉVIS 418-654-8677
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677



MEILLEURS PRIX GARANTIS
ESTIMATION GRATUITE 1 855 770-8677
OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES
TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

MEILLEURS PRIX GARANTIS
ET
INSTALLATION GRATUITE

MONTRÉAL • QUÉBEC • TROIS-RIVIÈRES • LAVAL • LONGUEUIL • REPENTIGNY • BELOEIL • BOISBIAND • MAGOG • ST-AGATHE • MONT-TREMBLANT

ACTUALITÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

Mont-Joli n'a pas l'intention d'abuser du pouvoir accordé

Les villes, petites ou grosses, ne seront plus tenues de lancer des appels d'offres pour les contrats de 100 000 \$ ou moins

ISABELLE PORTER

Ce n'est pas parce que le gouvernement leur permet de le faire que les municipalités vont donner tous les contrats de 100 000 \$ sans appels d'offres, plaide la mairesse de Mont-Joli, Danielle Doyer.

À Mont-Joli, on compte d'abord faire un « test » avec les contrats sous la barre des 50 000 \$, a expliqué la mairesse en entrevue au *Devoir* vendredi. « Pour une municipalité de notre taille, de gré à gré, 100 000 \$, je ne suis pas sûre », dit-elle.

La ville de Mont-Joli compte 6600 habitants et son budget annuel est d'environ 11 millions, soit près de 100 fois moins que celui de la ville de Québec. Malgré tout, elle est ravie que le gouvernement donne aux villes qui le souhaitent la possibilité de le faire. « Ce n'est pas une obligation, c'est un pouvoir qu'on nous donne. [...] Ce n'est pas parce qu'on a le droit de faire quelque chose en législation qu'on va le faire », résume-t-elle. Pour les grosses municipalités, la limite de 100 000 \$, ça peut être intéressant, mais à mon idée, la plupart des municipalités vont continuer d'aller chercher plus d'une soumission.

Le projet de loi 122, qui vise à donner plus d'autonomie aux municipalités, fait passer de 25 000 \$ à 100 000 \$ le montant maximal des contrats pouvant être octroyés sans appel d'offres. Certains groupes, comme la Ligue d'action civique, ont dénoncé cette mesure récemment en faisant valoir qu'il n'y aurait presque plus d'appels d'offres dans les petites villes.

Ils donnaient l'exemple de Mont-Joli, où 72 % des contrats accordés l'an dernier en appels d'offres auraient été donnés de gré à gré si la loi avait été en vigueur. Cette proportion aurait été de 25 % à Montréal.

Pour la Ligue d'action civique, le recours aux contrats de gré à gré est d'autant plus inquiétant que les petites municipalités manquent de ressources et d'expertise pour procéder à l'octroi de contrats.

Une affirmation insultante pour M^{me} Doyer. Outre les appels d'offres, les municipalités ont toutes sortes de règles pour encadrer les contrats municipaux, plaide-t-elle. Mont-Joli, par exemple, a entériné une politique d'achat en 2010 qui interdit les dons et encadre avec précision les relations entre le personnel de la Ville et les entreprises qui contractent avec elle.

Des règles différentes

M^{me} Doyer concède toutefois que « ce ne sont pas toutes les municipalités » qui ont une poli-

tique d'achat, en particulier les plus petites. Selon elle, le gouvernement devrait peut-être catégoriser les municipalités selon leur nombre d'habitants et permettre l'octroi de contrats de gré à gré proportionnel à la population des municipalités, comme le proposait récemment le maire de Saint-Jérôme, Stéphane Maher, dans *Le Devoir*.

« Est-ce que les petites municipalités ont des réglementations concernant leurs achats? Pas souvent. [...] Et la politique de gestion contractuelle, je ne suis pas sûre que les petites municipalités ou les petits villages ont ça. »

Reste à savoir si d'autres municipalités comptent ne pas aller jusqu'à la limite de 100 000 \$. À l'Union des municipalités (UMQ), on n'a pas eu vent d'autres municipalités ayant prévu un test sous la barre des 50 000 \$. « La plupart attendent certainement de voir ce qui sera dans le texte définitif de la loi avant de décider ce qu'elles vont faire », fait-on remarquer.

La commission parlementaire sur le projet de loi 122 s'est terminée avant la relâche et doit reprendre pour l'étude détaillée.

« Ce qui est certain cependant, c'est que désormais, pour les contrats en bas de 100 000 \$, chaque municipalité aura l'autonomie nécessaire pour se doter d'une politique interne de gestion contractuelle en fonction de sa réalité propre, de la valeur et du type de contrats octroyés, etc., et justifier pourquoi elle retient telle ou telle approche », a expliqué le porte-parole de l'UMQ, Patrick Lemieux.

Les lobbies municipaux réclament depuis des années que le gouvernement leur donne plus de souplesse, notamment dans l'octroi des contrats. Pour justifier le seuil de 100 000 \$ pour les appels d'offres, ils ont fait valoir que c'est ce qui est imposé aux commissions scolaires et aux ministères.

Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR



JEAN GAGNON/CC

Le cégep Bois-de-Boulogne renonce à offrir le programme Arts, lettres et communications, au grand déplaisir de certains enseignants qui font valoir que le nombre d'inscriptions est relativement stable d'année en année.

ARTS, LETTRES ET COMMUNICATIONS

Le cégep Bois-de-Boulogne abandonne

Le nombre d'inscrits ne justifie pas le maintien du programme, selon la direction

LISA-MARIE GERVAIS

Faute d'inscriptions, le programme Arts, lettres et communications fermera l'automne prochain au cégep Bois-de-Boulogne. Fait plutôt rare, la direction du collège a pris cette décision avant le 1^{er} mars, date limite des inscriptions au premier tour, disant vouloir permettre aux étudiants de se réinscrire. Elle en a informé les enseignants et le personnel des départements concernés lundi dernier lors d'une rencontre.

Selon les chiffres qui auraient été transmis lors de cette rencontre, mais qui ne sont pas confirmés par la direction du cégep, il n'y aurait eu que 11 inscrits dans les deux profils d'arts, lettres et communications, l'un plus axé sur les arts visuels et numériques et l'autre, sur les médias. La direction aurait même fait valoir qu'il y aurait à ce jour à peine une centaine d'inscriptions complètes à ce programme dans tous les cégeps membres du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM), dont plus des trois quarts au cégep anglophone Vanier College, disent des sources à l'interne.

Selon le SRAM, il est encore trop tôt pour rendre public le portrait des inscriptions au premier tour, mais il confirme que la direction de ce cégep situé dans Ahuntsic-Cartierville l'a contacté il y a environ deux semaines pour avoir le nombre et le nom des étudiants inscrits en Arts, lettres et communications. Cette pratique est peu courante, mais « cela se fait », confirme Geneviève Lapointe, porte-parole du SRAM. « C'est ensuite la responsabilité du collège de

joindre ces candidats-là et d'aménager quelque chose pour eux, a-t-elle expliqué. Mais c'est quelque chose qui arrive exceptionnellement, c'est rare. » Cette année, le cégep Bois-de-Boulogne est le seul à avoir suspendu un programme avant la fin des inscriptions.

Problème de rentabilité

Cet empressément à vouloir fermer le programme d'Arts, lettres et communications pour l'automne 2017 a provoqué un malaise, voire un profond mécontentement chez les enseignants et le personnel. Pourquoi ne pas attendre la fin des trois tours des inscriptions au collégial? ont demandé certains. D'autant plus que, chaque année, le programme finit par se renflouer grâce aux étudiants refusés au contingenté programme d'animation 3D.

Certes, le programme n'est pas parmi les plus populaires, mais, année après année, le nombre d'étudiants qui le choisissent à Bois-de-Boulogne est « stable », a indiqué une personne à l'interne, sous le couvert de l'anonymat. « Et on est très bon en rétention. »

Les inscriptions sont à la baisse en Arts, lettres et communications, et ce, dans tous les cégeps du SRAM, a fait valoir le directeur du cégep, Maurice Piché, répondant par écrit aux questions du *Devoir*. Pour les années 2015 et 2016, cette diminution aurait été de 7 % par rapport à 2014 pour les cégeps du SRAM. À Bois-de-Boulogne, depuis 2013, des fluctuations

d'inscriptions d'environ 75 % ont été observées entre la meilleure et la moins bonne année. « Comme le collège a suspendu lundi ses admissions, nous ne pouvons les comparer avec ces années, car il manque les demandes les plus tardives qui auraient pu être faites. Malgré tout, nous n'avons reçu qu'une faible proportion de la moins bonne de ces années », a expliqué M. Piché. Et une demande d'inscription n'équivalait pas nécessairement à une inscription, souligne-t-il, pour justifier sa décision.

Le collège anglophone Vanier ne cache pas que la situation dans les cégeps francophones lui profite

Après un rapide coup de sonde auprès de ses membres.

Accusé de privilégier les sciences au détriment des autres programmes, notamment en arts, la direction du cégep Bois-de-Boulogne se défend. Selon ses données, le profil « nouveaux médias » (500.AJ) du programme Arts, lettres et communications « n'a jamais atteint le seuil de rentabilité fixé par le financement reçu du ministère. » Quant à l'autre profil, « Arts, création visuelle et numérique » (500.AF), ce seuil n'aurait pas été atteint lors de deux des quatre dernières années.

Après un rapide coup de sonde auprès de ses membres. Accusé de privilégier les sciences au détriment des autres programmes, notamment en arts, la direction du cégep Bois-de-Boulogne se défend. Selon ses données, le profil « nouveaux médias » (500.AJ) du programme Arts, lettres et communications « n'a jamais atteint le seuil de rentabilité fixé par le financement reçu du ministère. » Quant à l'autre profil, « Arts, création visuelle et numérique » (500.AF), ce seuil n'aurait pas été atteint lors de deux des quatre dernières années.

Au profit des anglos?

N'empêche, avec la dispari-

tion du programme Arts, lettres et communications à Bois-de-Boulogne, ce secteur géographique du nord de l'île se trouve quelque peu dégarni si l'on tient à étudier en français dans ces deux profils (500.AF et 500.AJ). Car, outre le collège Montmorency à Laval (qui offre Communication médias 500.AJ), il n'y a que le cégep anglophone Vanier College qui offre un équivalent, soit Communications, Media and Studio arts (500.AF).

Ce cégep anglophone ne semble d'ailleurs pas souffrir de baisse d'inscriptions dans ce programme, qui accueille environ une centaine d'inscrits chaque automne et une trentaine à la session d'hiver. Selon Christoph Heldt, enseignant et co-coordonnateur du Département de communications, au-delà de la qualité du programme, le collège Vanier bénéficie de sa situation géographique stratégique et de la croissance de l'immigration — Ville-Saint-Laurent contient une bonne part d'immigrants qui privilégient l'anglais. « On s'est même fait demander par le ministère d'augmenter nos devis pour accepter plus d'étudiants », dit-il, reconnaissant que les problèmes de clientèle des cégeps francophones sont à leur avantage. « On ne peut pas dire qu'on ne bénéficie pas de ça. »

En raison de la suspension du programme, plusieurs enseignants non permanents perdront des charges de cours, voire n'enseigneront plus du tout. La direction a évoqué une relance du programme pour l'automne 2018. Mais certains craignent que le mal soit déjà fait.

Le Devoir

PAPILLONS EN LIBERTÉ

JARDIN BOTANIQUE

JUSQU'AU 30 AVRIL

UN ÉVÈNEMENT RÉALISÉ PAR L'INSECTARIUM

espace pour la vie montréal

PIE-IX

vive 375

espacepourlavie.ca

LES GRANDES OUBLIÉES

Éva Circé-Côté, passionnée de lettres et de culture

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Comment a-t-on pu délaïser si longtemps cette essayiste, féministe et libre-penseuse que fut Éva Circé-Côté, décédée en 1949? En 1903, à l'âge de 32 ans, cette femme à la forte personnalité est nommée première bibliothécaire de la Bibliothèque technique.

Avec la journaliste Georgina Bélanger, elle ouvre un lycée laïque pour filles. Les niaiseries en guise d'éducation pour les filles, cela suffit, dit-elle.

particulière dans la société de son temps. Éva Circé-Côté prend la défense des femmes, des ouvriers, des immigrants, des Juifs pourchassés autant que des autochtones mal-aimés. Lors de ses sorties publiques, Circé-Côté défend aussi la place d'un art nouveau dans la société: le cinéma.

Dans son œuvre, elle s'intéresse à Charles Hindelang et à Chevalier de Lorimier, les deux patriotes pendus haut et court le 15 février 1839. Leurs pensées, elle les présente comme un véritable idéal de liberté. C'est bien du côté des idées républicaines des patriotes, dit-elle souvent, qu'il faut envisager l'avenir.

Plutôt que nationaliste, Éva Circé-Côté se dit patriote, dans la lignée de ceux de 1837-1838, c'est-à-dire ouverte au monde, bien que militante pour l'autonomie de son peuple. Louis-Joseph Papineau, le chef patriote, incarne un grand modèle pour le patriotisme tel qu'elle le conçoit, c'est-à-dire comme «une idéologie, ou plutôt une passion vouée à l'affirmation d'une nation canadienne-française, avec sa langue et ses institutions, mais une nation fondée sur le progrès, laïque et inclusive d'où seraient absentes les exclusions de race et de religion».

Papineau, en ce sens, lui apparaît universel, d'autant plus que «les héros appartiennent à toutes les races, à toutes les religions».

Le Devoir



«Les héros appartiennent à toutes les races, à toutes les religions», Éva Circé-Côté



Éva Circé-Côté



Éva Tanguay

Artiste de scène la mieux payée après Harry Houdini en 1908, Éva Tanguay reçoit des cachets faramineux qui dépassent ceux versés à Enrico Caruso.



Ethel Stark et la musique au féminin

CHRISTOPHE HUSS

Le changement de nom du parc Claude-Jutra, devenu parc Ethel-Stark en juin dernier, a attiré l'attention sur cette pionnière, violoniste virtuose, née à Montréal en 1910 et fondatrice en 1940, avec la mécène Madge Bowen, de la Symphonie féminine de Montréal, premier orchestre symphonique féminin créé au Canada.

Les premiers soubresauts d'une féminisation possible du métier de chef d'orchestre étaient dans l'air du temps au début des années 1930.

amorcée par la pianiste, compositrice et chef Ethel Leginska (1886-1970), première femme à diriger le Philharmonique de New York (1925), qui, entre 1924 et 1932, lança des orchestres féminins à Chicago, à Boston et à Washington. Pour la petite histoire, cette même Leginska avait été appelée à Montréal par le ténor et administrateur Albert Clerck-Jeanotte pour tenter de relancer, en 1933, la Compagnie d'opéra de Montréal, fondée en 1910. Elle devait s'y produire pendant deux semaines, mais dut arrêter après la première, où *Louise, Thais* et *Werther* avaient été montrés. Mais Leginska fut assurément un modèle inspirant pour Ethel Stark.

Stark s'inscrit activement dans un mouvement qui gagna aussi l'Europe, où la pionnière fut Jeanne Chevallier (1893-1984), épouse du fameux violoniste Gaston Poulet, qui, ayant pris à partir de 1930 le pseudonyme de Jane Evrard, créa l'Orchestre féminin de Paris. Le célèbre critique Émile Vuillermoz écrit alors sur cette «initiatrice intelligente et raisonnée»: «Jane Evrard pose franchement le problème de la main-d'œuvre féminine dans la musique d'ensemble. Voici un geste honnête et courageux.»

Ethel Stark fit de même ici. Elle dirigea la Symphonie féminine jusque dans les années 1960 et enseigna au Conservatoire de musique du Québec à Montréal, ville où elle est décédée en 2012.

Le Devoir

Eva Tanguay, Lady Gaga de l'avant-guerre

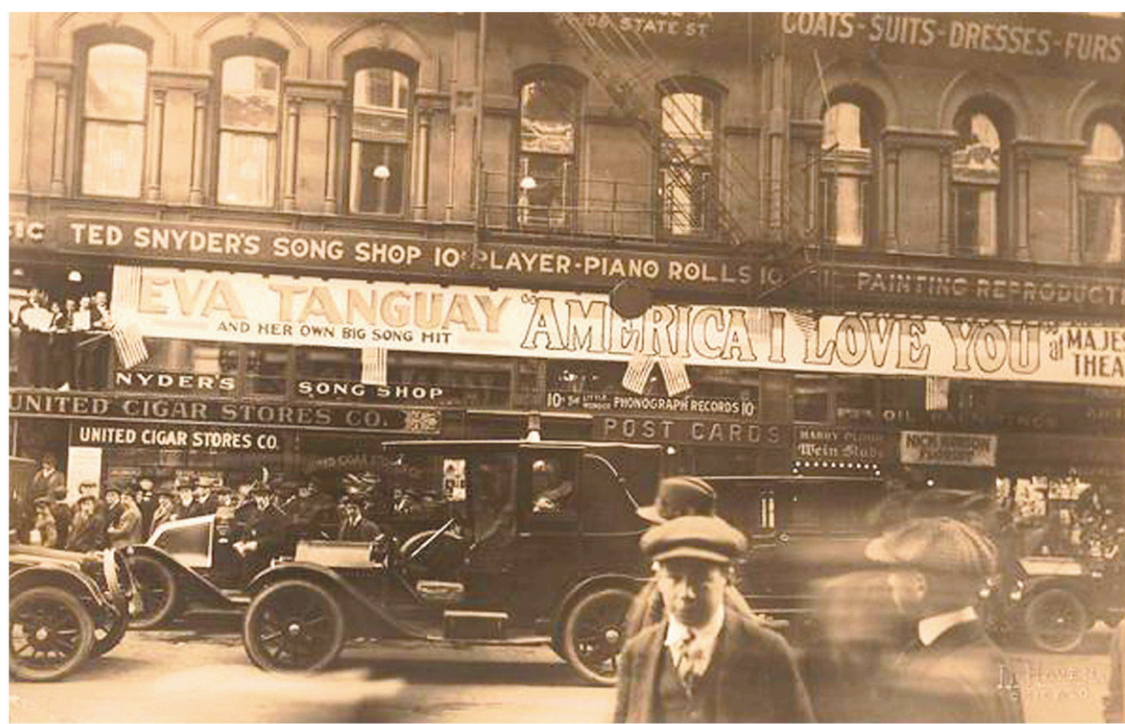
ISABELLE PARÉ

Une tornade? Un ouragan? Un cyclone, dira la presse. Bien avant l'heure de YouTube et de *Paris Match*, Éva Tanguay, petite Québécoise née en Estrie, s'est érigée en reine du vaudeville en devenant, au tournant du siècle dernier, la première *superstar* à vivre de sa marque en Amérique et du culte érigé dans la presse autour de sa personnalité flamboyante.

Plusieurs historiens comparent Éva Tanguay à une Madonna ou une Lady Gaga avant l'heure puisque la jeune fille, née en 1878, est passée maître dans l'art de méduser les médias de masse qui suivaient à la trace ses apparitions excentriques sur scène, ses coups de tête et sa vie conjugale. En ce sens, la diva a semé les premiers germes du *star-system* tel qu'on le connaît aujourd'hui, et d'une presse à grand tirage vivant à ses crochets.

Dès 1908, l'étoile de Tanguay atteint son zénith sur les marquisées de Broadway. Vedette du vaudeville la mieux payée après Harry Houdini, elle reçoit des cachets faramineux de 3500\$ par semaine qui dépassent ceux versés à Enrico Caruso.

«*Eva Tanguay fut la première grande vedette de l'industrie culturelle de masse, car le vaudeville fut cette première forme d'industrie telle qu'on la connaît aujourd'hui*», affirme son biographe, Andrew L. Erd-



Une banderole annonce la présentation de la nouvelle chanson d'Eva Tanguay, *America I Love You*, au Majestic Theater, lieu emblématique du vaudeville à Chicago aux environs de 1915.

man, auteur de *Blue Vaudeville, Sex, Morals and the Mass Marketing of Amusement*.

Très vite, le style libéré et les paroles assumées de *I don't Care* — la chanson à succès de Tanguay — font courir les foules. L'artiste, qui tient l'affiche l'équivalent de 14 mois à New York entre 1910 et 1921, attire autant les foules que Mary Pickford et Sarah Bernhardt. Elle devient millionnaire en tenant tête aux magnats d'une industrie peu encline à se faire dicter quoi

que ce soit par des artistes, encore moins par une femme. Plus que son talent, Tanguay régnera pendant plus d'une décennie sur l'industrie du vaudeville, faisant de sa personnalité volontaire son principal atout. Son autonomie financière, sa sexualité assumée, ses tournées solos en feront un des premiers modèles d'émancipation féminine qui aidera à galvaniser le mouvement des suffragettes en Amérique.

Honnie par le clergé et la bonne société, Éva Tanguay se

Le Devoir



1910 Naissance à Montréal. 1939 Création du New York Women's Chamber Orchestra. 1940 Fondation du premier orchestre féminin au Canada.



Ethel Stark

1898 Entrepren ses recherches avec Ernest Rutherford à McGill. 1901 Découvre le radon, gaz issu de la désintégration du thorium 232. 1902 Mesure et évalue à une minute la demi-vie du radon 220.



Harriet Brooks

Harriet Brooks, la Marie Curie québécoise restée méconnue

PAULINE GRAVEL

On pourrait sans hésiter comparer l'influence de Harriet Brooks dans les recherches en physique nucléaire à celle qu'a eue Marie Curie dans l'avancement des connaissances sur la radioactivité.

Dès 1898, après un baccalauréat en mathématiques et en philosophie de la nature à l'Université McGill, la jeune chercheuse se lance, sous la direction d'Ernest Rutherford (Prix Nobel de chimie en 1908), dans des recherches sur la radioactivité du thorium que viennent de mettre en évidence Marie Curie et Gerhard Carl Schmidt.

En 1901, elle découvre que cet élément libère des «émanations» d'une forme qui n'a encore jamais été observée. Ni rayon alpha ni rayon bêta, il s'agit plutôt d'un gaz radioactif ayant un poids moléculaire bien plus faible que celui du thorium dont il est issu: le radon. Cette même année, elle obtient le titre de diplômée en physique nucléaire à la maîtrise, devenant la première femme à arracher un tel diplôme au Canada.

Grâce à une bourse, elle se rend au laboratoire Cavendish de Cambridge, en Angleterre, où elle mesure pour la première fois la demi-vie du radon

220, aux côtés de Joseph John Thomson (Prix Nobel de physique en 1906). Elle conclut que le radon est vraisemblablement le produit d'une «transmutation» d'un produit en un autre. De retour après de Rutherford à McGill, elle observe que la radioactivité peut être transférée d'une substance à une autre, non radioactive. Elle prouve ainsi le phénomène de radioactivité induite et ébauche l'hypothèse d'une chaîne de transmutations successives de l'uranium et du thorium.

Dès 1904, elle devient tutrice en physique au collège Barnard affilié à l'Université Columbia à New York. Mais on la force à démissionner, deux ans plus tard, parce qu'elle vient de se fiancer. Elle rompt finalement ses fiançailles pour aller travailler à Paris avec Marie Curie (Prix Nobel de physique en 1903 et de chimie en 1911), à l'Institut du radium. En 1907, Rutherford l'invite à le rejoindre à l'Université de Manchester, en Angleterre,

où il vient d'être nommé professeur. Mais elle décline l'offre pour épouser Frank Pitcher, son ancien maître de laboratoire à McGill. Âgée de 31 ans, elle abandonne alors sa carrière pour rentrer à Montréal et y fonder une famille de trois enfants.

A l'âge de 56 ans, Harriet Brooks meurt à Montréal, d'une leucémie, tout comme Marie Curie. Toutes deux ont été emportées par le même type de cancer, induit par la radiation à laquelle elles ont été exposées durant leurs nombreuses recherches.

Cette pionnière est restée dans l'oubli en grande partie parce que les résultats de ses travaux obtenus par ces collaborateurs masculins leur étaient plus souvent attribués.

Albertine Lapensée, déesse éphémère du hockey

JEAN DION

Elle fut à la fois une comète et une énigme, un prodige et une cible pour quantité de soupçons. On la surnommait «Miracle Maid», on parlait d'elle comme d'une «merveille», d'une «virtuose», on la disait «la plus populaire au monde», «l'étoile des étoiles».

Elle semblait pouvoir marquer des buts à volonté, comme elle l'avait fait en inscrivant 15 dans une victoire de 21-0, ce qui impressionne même si on ne sait pas contre qui. Quand le club de sa ville natale, les Victorias de Cornwall, la comptait dans sa formation, il était réputé «invincible».

La Première Guerre mondiale fait rage, et bien des hommes ayant été appelés sous les drapeaux, le hockey féminin naissant connaît une période faste un peu partout au Canada en dépit du fait que la pratique du sport par des femmes soit réprouvée dans certains cercles. Et à ce jeu, personne n'égale Albertine Lapensée. Née en 1898, elle est encore toute jeune lorsque le monde la découvre. Là où elle passe, à Montréal, à Québec, à Ottawa, dans des villes américaines, elle fait immanquablement courir les foules.

En fait, elle est tellement supérieure à toutes les autres que plusieurs suspectent qu'elle est un homme déguisé en femme (ses défenseurs disaient plutôt



22 janvier 1916 Premier match connu contre l'équipe montréalaise le Western. 1916 Lors d'un match, l'entraîneur du Western force sa gardienne de but Corinne Hardmann à porter un masque pour affronter ses tirs puissants. 1918 Elle disparaît sans laisser de traces.



Albertine Lapensée

La première vedette féminine du hockey est portée aux nues, puis disparaît sans laisser de traces



En février 1917, *Le Devoir* écrit qu'Albertine Lapensée jouit d'«une popularité sans égale dans le monde du hockey»

Le Devoir

ACTUALITÉS

L'accusé de Concordia passera le week-end en prison

Hisham Saadi, un Montréalais de 47 ans accusé d'avoir lancé une fausse alerte à la bombe visant des étudiants musulmans de l'Université Concordia, passera la fin de semaine derrière les barreaux. La procureure de la poursuite, M^e Lucie Martineau, s'est opposée vendredi à la remise en liberté de l'accusé au nom de la sécurité du public. Sa requête sur remise en liberté a été reportée à lundi. Il est apparu brièvement dans le box des accusés, vêtu d'un t-shirt gris et menottes aux poings, vendredi, au Palais de justice de Montréal. Les avocates de la Couronne et de la défense ont longuement discuté en privé vendredi. M^e Caroline Braun, l'avocate de l'accusé, a indiqué que son client est «*atterré*» par les trois accusations criminelles qui pèsent contre lui. L'homme de 47 ans est accusé d'avoir menacé de faire exploser de petites bombes artisanales visant des étudiants musulmans de l'Université Concordia. Il dénonçait la présence d'étudiants musulmans dans un courriel envoyé mercredi à plusieurs médias, dont *Le Devoir*.

Le Devoir

1,4 milliard pour le réseau routier de Montréal

Près de 1,4 milliard de dollars seront investis dans le réseau routier de la région administrative de Montréal au cours des deux prochaines années, a annoncé vendredi le gouvernement du Québec. De cette somme, 17 millions proviennent des partenaires fédéral et municipaux, a précisé Martin Coiteux, le ministre des Affaires municipales et ministre responsable de la région de Montréal, accompagné du ministre des Transports, Laurent Lessard. Ces investissements totaux de 1,379 milliard pour 2017 à 2019 se répartissent comme suit: 1225 millions seront consacrés aux structures, 74 millions aux chaussées, 39 millions pour l'amélioration du réseau routier et 41 millions pour son développement. Selon le ministre, ces travaux se traduiront par 89 chantiers dans la région et près de 10 000 travailleurs seront à l'œuvre sur 213 structures.

La Presse canadienne

PLC: Alan DeSousa juge le processus « aberrant »

Ottawa — Le maire de l'arrondissement Saint-Laurent, Alan DeSousa, juge que le Parti libéral du Canada (PLC) doit trouver une façon de «*réparer*» le tort qu'il lui a causé, car, en bloquant sa candidature à l'investiture sans expliquer pourquoi, la formation laisse planer un doute sur son intégrité. Le comité permanent d'appel du parti a maintenu jeudi soir la décision du comité du feu vert, qui avait refusé dimanche dernier d'accorder à celui qui est maire de l'arrondissement montréalais depuis plus de 15 ans le droit de se présenter dans la course à la succession de Stéphane Dion. La maire DeSousa n'a pas l'intention d'aller plus loin. Mais même s'il «*tourne la page*», il estime tout de même «*aberrant*» que le parti puisse «*prendre des décisions avec des informations secrètes*», un processus opaque qui entraîne des résultats «*mesquins*», selon lui.

La Presse canadienne

Heurtel lance un nouveau recours contre Anacolor

ISABELLE PORTER

Le ministre du Développement durable, David Heurtel, tente une nouvelle démarche pour forcer Anacolor à changer ses pratiques. L'entreprise a deux semaines pour agir, à défaut de quoi elle pourrait devoir fermer ses portes.

«*Nous utilisons tout moyen que nous jugeons nécessaire et possible pour amener cette entreprise à se conformer aux exigences du certificat d'autorisation*», a déclaré le ministre dans un communiqué diffusé vendredi après-midi.

Plus tôt dans la journée, Anacolor a reçu un avis préalable à la suspension de son certificat d'autorisation. L'usine de coloration de pièces métalliques produit des odeurs si in-

supportables dans le secteur de Cap-Rouge que l'école voisine a suspendu les récréations dehors. Depuis 2013, elle a reçu huit avis de non-conformité du ministère.

Démarche saluée

La plus récente démarche du ministre Heurtel a été saluée vendredi par le maire de Québec, Régis Labeaume. «*Si j'étais à la place d'Anacolor, je bougerais*», a dit le maire. M. Labeaume et M. Heurtel s'étaient rencontrés à Montréal la semaine précédente pour faire le point dans ce dossier et le maire a tenu à faire savoir que cela avait porté ses fruits. «*[Le ministre] a tenu parole et il a livré la marchandise*», a-t-il dit.

Le Devoir a tenté en vain de joindre la direction de l'entre-

prise vendredi. On n'a donc pas pu savoir si elle conteste la légalité de l'avis préalable du ministère comme elle l'avait fait pour le certificat d'autorisation conditionnel qu'il lui avait transmis à l'automne.

Les deux parties doivent d'ailleurs se retrouver devant le tribunal administratif le 20 mars dans cette affaire.

Un combat d'avocats

La nouvelle démarche est indépendante de la précédente, nous a-t-on indiqué vendredi au cabinet du ministre Heurtel. Malgré tout, l'échéance pour l'avis préalable surviendra dans deux jours avant l'audience pour l'autre recours.

En point de presse, le maire de Québec n'a pas caché que

cela ne pourrait être qu'un énième chapitre dans un combat juridique. «*Le propriétaire pourrait encore une fois avoir des recours devant le tribunal administratif. C'est un jeu d'avocat, on va le laisser faire.*»

Pas d'injonction

Plus tôt cette semaine, l'opposition à la Ville avait pressé l'administration Labeaume de déposer plutôt une demande d'injonction devant les tribunaux pour forcer la fermeture d'Anacolor. Le maire a voulu revenir là-dessus vendredi pour dire que ça aurait été «*impossible à gagner*». «*Une injonction ne faisait pas le travail, c'est sûr, sûr, sûr*», a-t-il dit.

Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR
David Heurtel



Dans *Yes*, les documentaristes Félix Rose (deuxième à partir de la gauche) et Eric Piccoli (à droite) ont suivi Simon Beaudry (deuxième à partir de la droite) et Samuel Bergeron (à gauche) en Écosse dans les semaines précédant le référendum sur l'indépendance en 2014.

Yes, une incursion toute québécoise dans le référendum écossais

PHILIPPE ORFALI

Assouffé d'indépendance, le publicitaire et artiste visuel Simon Beaudry et les documentaristes Félix Rose et Eric Piccoli avaient prévu, séparément, de se rendre en Écosse dans les semaines précédant le référendum du 18 septembre 2014. Quand leurs projets artistiques respectifs ont rencontré des embûches, ils ont, plutôt que d'abandonner, choisi... de se fédérer. Le résultat: *Yes*, une incursion très québécoise dans la crise identitaire écossaise.

Félix Rose et Eric Piccoli s'attendaient d'abord à suivre, à l'approche de l'échéancier du référendum sur l'indépendance de l'Écosse, un grand journaliste parti à la rencontre de ses concitoyens.

Parallèlement, Simon Beaudry, directeur artistique en publicité à l'agence DentsuBos, qui cherche également à se faire reconnaître en tant qu'artiste visuel, entendait «*faire réfléchir*» sur l'indépendance au moyen d'œuvres de performances, aux quatre coins de l'Écosse, devenue son atelier à ciel ouvert.

«*Ce sont deux métiers qui travaillent souvent ensemble, mais ils s'entrechoquent, ob-*

«*On voulait transmettre la façon dont tous les Écossais ont vécu ce jour-là [le référendum]. On a donné la parole à des gens du Oui, du Non, des indécis. Parce qu'on voulait faire connaître leur réalité.*»

Eric Piccoli, l'un des deux réalisateurs de *Yes*

serve M. Piccoli à propos de celui qui est devenu son sujet. *Dès la première rencontre, on a constaté que c'était une personne remplie de contradictions. C'est un personnage qui fait réagir avec ses œuvres, et c'est ce que le film montre.*»

Tout sauf un manifeste

Les protagonistes de *Yes*, dont c'était la première vendredi soir à Montréal, sont donc québécois. Et c'est véritablement à travers leurs yeux que s'observe le référendum écossais. «*C'est un film pour les Québécois, c'est un film foncièrement québécois*, dit M. Piccoli. *Mais les Écossais aussi pourraient apprécier ce film, qui offre un point*

de vue différent, un regard extérieur en quelque sorte.»

Ce n'est pas un film de souverainistes, par des souverainistes, pour des souverainistes, prend-il le soin de préciser. Et il ne s'agit surtout pas d'un manifeste.

«*On voulait transmettre la façon dont tous les Écossais ont vécu ce jour-là. On a donné la parole à des gens du Oui, du Non, des indécis. Parce qu'on voulait faire connaître leur réalité*», poursuit le réalisateur, aussi connu pour la websérie *Temps mort*.

Des Canadiens de tous les horizons y trouveront donc leur compte, espère-t-il.

De son *road trip* aux quatre coins de l'Écosse — mené en

compagnie de Samuel Bergeron, un ex-candidat d'Option nationale parti étudier au pays du kilt —, Simon Beaudry retient l'approche très pragmatique de la plupart des personnes avec qui il échange devant la caméra.

Lorsqu'un partisan du Oui lui demande de ranger le drapeau qu'il brandit, lui disant que l'indépendance est une question qui n'est «*ni identitaire ni ethnique, mais plutôt politique*», on le voit interloqué. «*Pour moi, on ne peut faire un pays en évacuant la question identitaire. Mais pour eux, c'était cela qui permettrait de rassembler un plus grand nombre de personnes autour du Oui. Ça m'a déstabilisé.*»

Projections

Le film sera présenté dès le 10 mars à Montréal, au Cinéma du Parc, ainsi qu'à Québec à partir du 12 mars au Cinéma Cartier, et dans d'autres cinémas indépendants au cours des prochains mois. Le Mouvement national des Québécois doit également organiser des projections du documentaire, à l'échelle de la province, sous peu.

Le Devoir

QUÉBEC SOLIDAIRE

Manon Massé briguera le poste de Françoise David

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire à Québec

Après avoir fait des pieds et des mains pour dissuader le DGEQ de rayer de la carte électorale la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé se lance dans une nouvelle campagne. Elle briguera l'un des deux postes de porte-parole de Québec solidaire. Elle en fera l'annonce dimanche, a appris *Le Devoir*.

M^{me} Massé assume les responsabilités de co-porte-parole, de façon intérimaire depuis le départ de Françoise David de la scène politique québécoise, le 18 janvier dernier.

Fontecilla renonce

Un changement de garde s'opère à Québec solidaire. Andrés Fontecilla a annoncé vendredi qu'il renonce à se porter candidat à sa propre succession aux postes de président et de porte-parole lors du congrès de mai prochain. Il compte concentrer ses efforts dans la circonscription de Laurier-Dorion, qu'il souhaite ravier au député indépendant Gerry Sklavounos, lors du prochain rendez-vous électoral.



Manon Massé

Il s'était hissé au second rang lors des élections générales de 2014 (28% des votes). «*Notre parti arrive à un tournant de son histoire. Pour moi, le renouvellement cyclique de figures publiques et politiques est grandement positif. Je considère donc opportun qu'une relève y voie une occasion de prendre sa place et de contribuer à l'avancement des idées solidaires*», a-t-il déclaré par voie de communiqué vendredi.

Sylvain Lafrenière, décrit comme un «*solidaire par excellence*» dans les rangs du parti politique, est déjà en selle pour lui succéder comme porte-parole masculin.

Le Devoir

91,3 FM
MONTRÉAL

100,3 FM
SHERBROOKE

89,9 FM
TROIS-RIVIÈRES

89,3 FM
VICTORIAVILLE

104,1 FM
RIMOUSKI

radio vm
AU CŒUR DE L'ESSENTIEL

1 855 212-2020 | SUIVEZ-NOUS

RADIOVM.COM

LE MONDE

Un « programme clair » pour la Syrie

Genève — L'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a annoncé vendredi son intention d'organiser un cinquième round de discussions dans le courant du mois. « Je prévois d'inviter les parties syriennes ici en mars pour un cinquième round », a déclaré le diplomate aux médias après une semaine de pourparlers indirects à Genève. Ensuite, « nous aurons Astana [...] pour consolider le cessez-le-feu, et puis à nouveau Genève », a-t-il détaillé. Le nouveau round qui vient de s'achever a permis l'élaboration d'un « programme clair », incluant les questions de gouvernance et de lutte contre le terrorisme, selon l'envoyé spécial.

Agence France-Presse

Nouveaux raids contre al-Qaïda

Aden — Des avions et drones américains ont frappé vendredi pour la deuxième journée consécutive des cibles d'al-Qaïda au Yémen, tuant huit membres du réseau jihadiste. Les forces américaines ont mené au total « un peu plus d'une trentaine » d'attaques en deux jours, a indiqué le porte-parole du Pentagone, Jeff Davis. Comme ceux de la veille, les bombardements américains visaient des combattants d'al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), ainsi que des caches d'armes et de l'équipement militaire, selon le Pentagone.

Agence France-Presse

13 ans de prison pour un trafiquant d'ivoire

Dar es Salaam — Le plus célèbre trafiquant d'ivoire tanzanien, Boniface Matthew Maliango, surnommé « le Diable », a été condamné vendredi à 13 ans de prison par un tribunal de Dodoma, dans le centre de la Tanzanie, a annoncé une ONG qui suivait le procès. « Ce jugement est le premier rendu dans plusieurs affaires intentées contre lui. Bon travail », s'est réjoui la section tanzanienne de l'ONG internationale de protection de la nature PAMS Foundation. Considéré comme le plus grand trafiquant d'ivoire en Afrique de l'Est, Maliango, 47 ans, avait été arrêté fin septembre 2015 à Dar es Salaam, après plus d'une année de traque.

Agence France-Presse

Voici le « McLéopard »

New Delhi — Après le « McMaharaja », le « McLéopard » ? La chaîne de fast-food McDonald's menait vendredi l'enquête après la diffusion de la photo d'un léopard mort dans des frites servies à une cliente en Inde. Un cliché circulant sur les réseaux sociaux et diffusé par des médias indiens montrait un petit reptile mort au milieu des frites glissées hors de l'emblématique cornet rouge et or. L'incident s'est produit mardi lorsqu'une habitante de Calcutta, Priyanka Moitra, est allée prendre le petit-déjeuner dans une enseigne McDonald's voisine. « C'est dégueulasse ! Oh mon Dieu, il y a un léopard dans mes frites ! », a été la réaction de Mme Moitra, ainsi qu'elle l'a raconté à la chaîne de télévision NDTV. Elle a déposé plainte auprès des autorités mardi soir. La police locale a temporairement fermé le restaurant.

Agence France-Presse



AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Parlement chinois, un club de milliardaires

Le Parlement chinois compte une centaine de milliardaires en dollars et ses 209 membres les plus riches pèsent davantage que le PIB de la Belgique, a indiqué vendredi le magazine *Hurun* au début de la session annuelle des assemblées législatives du régime communiste. Dans les couloirs de l'imposant Palais du peuple, place Tiananmen à Pékin, l'élite économique du géant asiatique va côtoyer comme chaque année pour une dizaine de jours les hauts dirigeants du Parti communiste. Débutait vendredi la session annuelle de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC), un simple organe de débats, puis dimanche celle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), chambre d'enregistrement du régime.

ÉTATS-UNIS

Rex Tillerson décrié pour son silence sur les droits de la personne

NICOLAS RÉVISE à Washington

Le chef de la diplomatie américaine, Rex Tillerson, a été décrié vendredi pour avoir snobé la publication du rapport annuel mondial sur les droits de la personne de son ministère des Affaires étrangères.

Sur le fond, malgré des inquiétudes sur ce que fera le président Donald Trump pour défendre les droits de la personne sur la planète, ce panorama du département d'État dans 199 pays tape, comme chaque année, sur les bêtes noires habituelles de l'Amérique: Corée du Nord, Chine, Russie, Iran ou Cuba.

Mais sur la forme, le secrétaire d'État, qui a très peu parlé en public depuis sa prise de fonction le 2 février, n'a pas présenté ce rapport en personne devant la presse et à la télévision. Une rupture avec 25 années de tradition pour les ministres des Affaires étrangères successifs de l'influent département d'État.

Pour ce premier rapport de l'ère Trump-Tillerson — même si les faits concernent 2016 et ont été compilés et analysés par le gouvernement de Barack Obama — la publication a été très discrète. Pas d'allocution du secrétaire d'État, ni de conférence de presse de son adjoint chargé des droits de la personne.

Cette somme sur les droits de la personne est pourtant l'un des grands rendez-vous institutionnels de la diplomatie américaine, comme ses rapports sur les libertés religieuses, la traite des êtres humains ou sur le terrorisme, et une déclaration solennelle du ministre y ajoute du poids et du symbole. Les pays visés par les critiques américaines réagissent d'ailleurs toujours vivement.

Cette année, M. Tillerson s'est contenté de parapher la préface du rapport où il assure que « promouvoir les droits de l'homme et la gouvernance dé-

mocratique représente un élément fondamental de la politique étrangère des États-Unis ».

Critiqué par Rubio

Cela n'a pas suffi au sénateur républicain Marco Rubio, pourtant un soutien du gouvernement Trump, ni aux défenseurs des droits de la personne. M. Rubio a critiqué dans un tweet l'absence de M. Tillerson, « une première depuis longtemps ».

L'ancien secrétaire d'État adjoint aux droits de la personne Tom Malinowski a rappelé sur Twitter que « tous les

Le secrétaire d'État rompt avec un quart de siècle de tradition diplomatique aux États-Unis

secrétaires d'État depuis au moins Warren Christopher (1993-1997) avaient publié en personne les rapports sur les droits de l'homme ». « MIA Tillerson ["Missing in action" ou « Porté disparu »] — Mauvais pour lui et pour le pays », a dénoncé l'ancien diplomate.

Le président de l'organisa-

tion américaine Human Rights Watch, Kenneth Roth, s'est lui demandé si « Tillerson n'avait pas échappé au rapport du département d'État pour éviter d'avoir à répondre à des questions sur Trump ».

De fait, l'opposition démocrate et des défenseurs des droits de la personne aux États-Unis et à l'étranger s'alarment des intentions du nouveau président en la matière.

Devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, le rapporteur britannique Ben Emmerson a ainsi jugé vendredi qu'« entendre le président Trump, les premiers jours après son investiture, chanter les vertus de la torture [...] glace le sang ».

Pour 2016, les États-Unis s'en prennent à leurs cibles favorites: la Chine, la Russie, la Corée du Nord, l'Iran... Nouvel entrant dans l'édition 2016, l'allié philippin en raison des « exécutions extrajudiciaires » de la guerre antidrogue du président Rodrigo Duterte.

Agence France-Presse

Messagerie privée: Pence pincé

Washington — Lorsqu'il était candidat à la vice-présidence, Mike Pence a souvent critiqué sa rivale Hillary Clinton pour l'utilisation d'un serveur de messagerie privé. Il s'avère que le vice-président aurait utilisé un compte de messagerie privé pour mener des affaires publiques lorsqu'il était gouverneur de l'Indiana selon un journal, *l'Indianapolis Star*. Le compte de messagerie AOL de Mike Pence a été la cible d'hameçonnage le printemps dernier alors qu'un courriel a été envoyé à ses contacts pour les informer, faussement, que le gouverneur et sa femme étaient bloqués aux Philippines et avaient besoin d'argent. Même si le journal a démontré que Mike Pence a utilisé son courriel personnel pour mener des affaires publiques, un porte-parole du vice-président a affirmé que toute comparaison avec l'affaire des courriels d'Hillary Clinton était « absurde ».

Associated Press

HAÏTI

Décès de René Prével, ex-président secret et incontournable

AMÉLIE BARON à Port-au-Prince

René Prével, ancien président haïtien décédé vendredi d'un accident cardiovasculaire à l'âge de 74 ans, aura été une personnalité politique incontournable des 30 dernières années en Haïti, malgré son tempérament secret.

René Prével a dirigé le pays de la Caraïbe durant deux mandats, entre 1996 et 2001, puis de 2006 à 2011, seul dirigeant depuis la fin de la dictature duvalériste en 1986, à avoir achevé ses deux mandats, la limite imposée par la Constitution, sans subir de coup d'État ni avoir à partir en exil.

C'est lui qui était à la tête du pays lors du terrible tremblement de terre qui a tué plus de 220 000 personnes le 12 janvier 2010, et M. Prével avait achevé son mandat sans bénéficier d'une grande popularité, les habitants lui reprochant notamment son manque de leadership au lendemain du séisme.

Proche d'Aristide

« J'ai appris avec émoi le décès de l'ancien président René Prével. Je me prosterner devant la dépouille de ce digne fils d'Haïti », a écrit le président Jovenel Moïse sur Twitter.

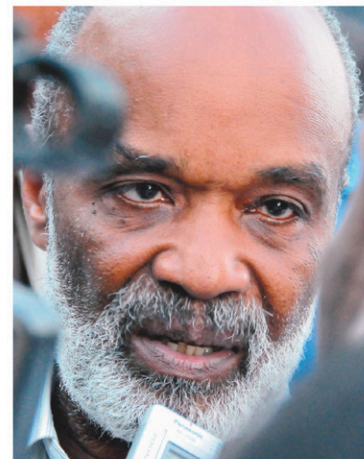
Michel Martelly, successeur de René Prével en mai 2011, a aussi réagi sur le réseau social: « président Prével, Ti René, mon frère, mon ami et conseiller, ton départ nous laisse sous le choc », a écrit celui qui a été à la tête du pays de 2011 à 2016.

Agronome de formation, René Prével, élu de gauche, a été très proche du leader charismatique Jean-Bertrand Aristide, dont il a été le premier ministre, avant de prendre ses distances au début des années 2000.

Né le 17 janvier 1943, fils d'un ancien ministre, M. Prével, surnommé « Ti René » par les Haïtiens en raison de sa petite taille, parlait, outre les deux langues officielles haïtiennes (français et créole), l'anglais et l'espagnol.

Exilé avec sa famille en 1963, René Prével, serveur dans des restaurants aux États-Unis dans les années 1970, était revenu dix ans plus tard en Haïti pour y ouvrir une boulangerie.

Après la chute de la dictature de la famille Duvalier en 1986, il milita activement dans les organisations populaires et les organismes de défense des droits de la personne. Il se lie d'amitié avec le fondateur du mouve-



AGENCE FRANCE-PRESSE

René Prével

ment « La famille, c'est la vie », le prêtre Jean-Bertrand Aristide, qui le considère comme son « frère jumeau ».

Le 9 février 1991, il est choisi par M. Aristide, devenu président, comme premier ministre. Mais sept mois plus tard, le 30 septembre 1991, un coup d'État militaire le renverse. René Prével quitte Haïti l'année suivante et rejoint Aristide en exil à Washington.

Il rentre après que les États-Unis ont réussi à faire signer un accord avec la junte militaire pour rétablir M. Aristide au pouvoir.

Deux fois président

En 1996, il devient à son tour président, la Constitution interdisant à Jean-Bertrand Aristide deux présidences successives. L'ex-prêtre ne le soutient que du bout des lèvres.

René Prével est élu avec 87,9% des voix mais l'abstention dépasse les 70% du corps électoral.

En 2001, il remet le pouvoir présidentiel à Aristide, élu au premier tour d'une élection controversée car boycottée par l'opposition. René Prével prend alors ses distances avec lui.

Réélu président en 2006, il ne parvient pas à juguler l'aggravation de la crise économique du pays qui enregistre, en 2008, d'importantes manifestations populaires, surnommées les « émeutes de la faim ».

Très affecté et critiqué après le séisme de 2010, les Haïtiens lui avaient aussi reproché sa volonté d'imposer le candidat de son parti pour sa succession en octobre 2010, ce qui avait provoqué, dans la capitale d'importantes manifestations de partisans de Michel Martelly.

Agence France-Presse

SOIRÉES Relations

L'EAU AU QUÉBEC : SOURCE DE VIE OU SOURCE DE PROFIT ?

Le fleuve Saint-Laurent, son golfe, les innombrables lacs et rivières qui traversent le territoire: indéniablement l'eau est omniprésente au Québec. C'est un bien commun autant symbolique et culturel que social et économique qui le façonne. Malgré cela, de nombreuses menaces pèsent sur elle. Notre Politique nationale de l'eau actuellement en vigueur est-elle adéquate pour y faire face ?

NOUS EN DISCUTERONS AVEC:

- André Beauchamp, théologien, président de la Commission sur la gestion de l'eau du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en 1999-2000;
- Daniel Green, écotoxicologue, président de la Société pour vaincre la pollution;
- Martine Chatelain, porte-parole de la Coalition Eau Secours!

À MONTRÉAL

Le lundi 6 mars 2017, de 19 h à 21 h 30

Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest (métro Jarry ou De Castelnau)

À QUÉBEC

Le mardi 14 mars 2017, de 19 h à 21 h 30

Centre culturel et environnemental Frédéric-Back 870, avenue de Salaberry, salle 322-324

COLLABORATION:



Contribution suggérée: 5\$

RENSEIGNEMENTS: Christiane Le Guen: 514-387-2541, poste 234 ou cleguen@cjf.qc.ca www.cjf.qc.ca/ap

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.

Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

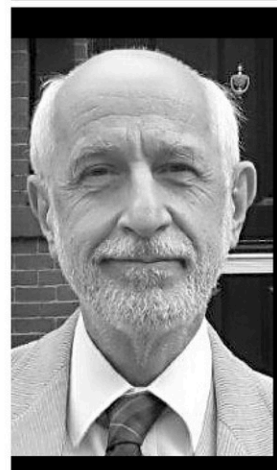
Vieux Montréal 514-845-5545

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :

du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

ACTUALITÉS

VIOL

SUIITE DE LA PAGE 1

dans son hôpital de la région du Kivu, devenu le symbole de la lutte et de la résistance contre les viols de guerre.

« Mes premiers cas en 1999 étaient des femmes adultes. Mais maintenant, j'observe de plus en plus d'enfants, de bébés violés avec des périnées complètement déchirées, où il n'y a plus ni vagin, ni rectum, ni vessie, détruits en un seul trou », se désole Denis Mukwege.

Certains n'y survivent pas, et l'ambulance de l'hôpital de Panzi, appelée à la rescousse, est revenue plus d'une fois vide au bercail.

Comment en sommes-nous arrivés là? Ni le discours prononcé en 2006 par Denis Mukwege au siège de l'ONU devant 200 chefs d'État, ni les dîners auprès de Barack Obama à la Maison-Blanche, ni les Prix des droits de l'Homme reçus de l'ONU et de la Communauté européenne n'ont réussi à freiner cette folie destructrice et entraîner des actions concrètes de la communauté internationale.

« Puisqu'on ne s'attaque pas aux racines de cette violence, elle ne fait que changer de visage. Nous pressons la communauté internationale d'agir depuis 20 ans, insiste le médecin. Il y a de la compassion, de l'écoute, mais pas d'actions. Seule la justice nationale et internationale peut faire la lumière sur ces atrocités. »

Prisonnier dans son pays

Après avoir échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, le Dr Mukwege vit aujourd'hui emmuré dans son hôpital. Connue à travers le monde comme « le sauveur des femmes congolaises », il a soigné et opéré près de 45 000 femmes victimes de violences sexuelles graves depuis 1999. Pourtant, sa vie est toujours mise à prix en sol congolais, où les autorités l'accusent de « diffamer son pays » en dénonçant l'inertie du gouvernement. « Ce dernier a préféré faire la sourde oreille, se désole le médecin, même être dans une position de déni face à la gravité des actes commis en RDC. »

Adulte en Occident, Denis Mukwege reste honni, chez lui, par ceux que ses paroles dérangent. Lors de son intervention remarquée au siège de l'ONU, le siège de l'ambassadeur du Congo est resté vide. Lorsqu'il a été invité à New York pour assister à une réunion sur les violences sexuelles, des émissaires de Kinshasa lui ont fait comprendre que sa participation signifierait son arrêt de mort... ou son exil du pays. Pour sauver son hôpital et ses malades, il a quitté New York sans mot dire. Un an plus tard, il est victime d'une embuscade par cinq hommes armés, à laquelle il survit, mais lors de laquelle son proche collaborateur est froidement abattu. En 2014, alors que son nom figure sur la liste des potentiels Prix Nobel de la paix aux côtés de Malala, un autre plan pour attenter à sa vie est déjoué de justesse.



JOEL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Dr Denis Mukwege

Pour réitérer son plaidoyer pour la vie, le Dr Mukwege a décidé de coucher sur papier le fil de sa vie. Une vie marquée par les vagues de violence qui, depuis sa naissance, ne cessent de secouer le Congo, meurtri par des guerres interethniques où milices et groupes armés utilisent le viol comme arme de guerre.

C'est à la fin des années 1990, comme jeune gynécologue, qu'il fait face pour la première fois à ces sévices sexuels immenses. Violée par quatre soldats, une jeune femme se présente le bassin et le fémur réduits en bouillie par les coups de feu tirés d'une arme insérée dans son vagin. Puis, elles ont afflué par centaines. Par milliers, certaines années, fuyant des zones de conflit.

« Certains jours, nous opérons du jour au soir. Les lésions étaient si particulières que les manuels médicaux ne nous étaient d'aucun secours. Nous devions trouver nos propres solutions », raconte-t-il. Très vite, il reconnaît la signature de divers groupes armés. Certains enfoncent leur baïonnette dans le sexe de leurs victimes, d'autres y tirent à bout portant ou y introduisent des bâtons enduits de plastique fondu. L'horreur. Innommable.

« Certains des épisodes vécus étaient si horribles qu'ils dépassaient l'entendement. Je devais mobiliser toutes mes forces avant d'entrer dans la salle d'opération », dit-il. Puis, il n'a plus voulu savoir ces histoires, pour se concentrer sur les blessures. Pour pouvoir continuer à opérer sans s'effondrer.

Corps et âmes démolis

Les victimes, elles, sont détruites physiquement et moralement. Sans périmètre, nombre d'entre elles ne peuvent plus retenir leurs urines ni leurs selles, ni avoir d'enfants. Traitées en parias, en intouchables, elles sont rejetées par leur mari, exclues de leur famille, même par l'Église. Leurs plaies sont si importantes que deux ou trois chirurgies sont parfois nécessaires pour réparer les blessures. Une d'entre elles est même passée huit fois entre

les mains du « docteur qui répare les femmes. »

Le viol de guerre, c'est d'abord une arme « qui coûte moins cher et fait des dégâts énormes avec des conséquences sur les générations à venir », souligne le Dr Mukwege. On s'attaque aux femmes, car elles assurent la progéniture, sont le socle de l'économie et de la société congolaise, dit-il. « C'est pour cette raison que ces viols ne sont pas des faits de société, mais une arme de destruction massive qui détruit des communautés entières. »

Pourquoi ces gestes génocidaires restent-ils impunis, alors que la communauté internationale est intervenue pour agir contre les horreurs perpétrées en Bosnie, au Rwanda? Malgré toute l'attention médiatique qu'on lui a portée, le Dr Mukwege a toujours l'impression de prêcher dans le désert. « Nous attendons que la justice nationale et internationale se penche sur ces actes de barbarie. »

Plus que le tribalisme, le trafic de terres rares utilisées dans la fabrication de téléphones cellulaires alimente les conflits récurrents que se livrent soldats et bandes rivales et les crimes haineux perpétrés contre des femmes. « Dans les années 1990, cela se faisait surtout dans les zones de conflit; aujourd'hui, on les voit aussi dans les zones hors conflit. Ce mal n'a pas connu qu'une évolution en nombre, mais en forme aussi. Quand il y a impunité, les gens en viennent à considérer ces viols comme une fatalité. »

Un avenir incertain

Depuis le jour où il était seul au front, l'hôpital de Panzi a grandi. Quelque 250 personnes secondent le Dr Mukwege dans son travail, dont 40 médecins, des dizaines d'infirmiers, du personnel technique et administratif, mais aussi des juristes et des psychologues. Sans compter les 150 personnes qui travaillent à la fondation créée pour aider les victimes à redonner un sens à leur vie et à se réintégrer dans la société.

Malgré l'émergence des violences faites aux enfants, celle faite aux femmes adultes recule timidement, affirme le médecin congolais. Les mentalités changent. Lentement. « Avant, quand les femmes brisaient le silence, c'était l'expulsion, l'exclusion, les églises qui excommuniaient. Maintenant, nous avons des couples qui se solidarisent. Certaines filles violées arrivent même à se marier. C'était inimaginable il y a 20 ans! »

C'est la résilience de ces femmes qui pousse le sexagénaire à continuer. Malgré la menace qui plane, malgré la violence qui resurgit, malgré l'histoire qui bégaie. « Ce serait facile de dire: "Je n'en peux plus, je cherche l'asile ailleurs." Mais chaque fois que je pense ne plus pouvoir continuer, je vois des femmes arriver avec leurs mutilations graves, handicapées à vie, qui se battent pour le droit de leurs enfants et des autres. Ça m'a toujours ébloui. Si je dois exister, c'est pour cette raison. Ces femmes existent pour sauver notre humanité. »

Le Devoir

HISTOIRE

SUIITE DE LA PAGE 1

demande Jeanne Sauvé — future gouverneure générale du Canada —, dans ce cahier spécial.

Cinquante ans seulement ont passé depuis la parution de ce cahier. La société a beaucoup changé. Pourtant, le rôle accordé aux femmes dans l'histoire continue de les marginaliser, offrant plutôt un grand miroir où l'inégalité structurée se perpétue.

Des miroirs déformants

Prenez l'exemple de Wikipédia. En 2017, en français, 16,1% seulement des biographies de l'encyclopédie coopérative sont consacrées à des femmes. En langue anglaise, guère mieux: 16,85%.

Le 8 mars prochain, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, des réseaux féministes de Paris, Genève, Lausanne et Montréal convient les femmes à se réunir pour corriger, augmenter ou proposer de nouvelles entrées biographiques sur Wikipédia.

À Montréal, le Réseau québécois en études féministes (RéQEF), en collaboration avec la bibliothèque de l'UQAM, invite les femmes à écrire de nouvelles notices pour rééquilibrer le portrait social relayé par Wikipédia. Il suggère à cette fin une liste d'environ 300 noms de femmes québécoises issues du monde des arts sur lesquelles il conviendrait de se pencher.

Sandrine Ricci, coordonnatrice du RéQEF, observe, chiffres à l'appui, que les contributions sur Wikipédia sont dans l'immense majorité le fait d'hommes. Ce qui n'est pas sans expliquer, dit-elle, que les actrices pornographiques sont méticuleusement référencées par plus de 1000 contributeurs. Leurs notices ont été bonifiées plus de 2500 fois. En revanche, rien de comparable pour les poétesses. Ce n'est pourtant pas la matière qui manque. Pourquoi les femmes contribuent-elles si peu à modifier l'image que des sites offrent d'elles? Selon Sandrine Ricci, « les femmes ont de la difficulté à s'identifier comme des expertes ».

Un chef-d'œuvre

Au pays des érables, le très sérieux Dictionnaire biographique du Canada (DBC) ne fait guère mieux. Il s'agit pourtant d'un des plus im-

portants projets dans le domaine des sciences humaines au pays. Il a même été décrit à maintes reprises comme un « chef-d'œuvre », notamment par le sociologue Fernand Dumont, qui précisait n'utiliser ce qualificatif toujours qu'avec « d'infinis scrupules ».

Depuis le lancement du projet en 1959, quinze gros volumes du DBC sont parus. Le Web relaie désormais ces écrits nourris aux meilleures sources par les meilleurs spécialistes.

Dans le premier tome du DBC, couvrant l'an 1000 à 1700, on comptait 6% de femmes seulement. Après 15 tomes, l'ensemble recense aujourd'hui environ 500 biographies de femmes sur un total de plus de 8000. Le tome XVI, toujours en gestation, comportera 17% de notices biographiques consacrées à des femmes, assure l'historien Réal Bélanger, directeur de cet immense projet collectif coordonné en partie depuis l'Université Laval.

C'est en gros le même pourcentage que dans Wikipédia. « Il est certain qu'on essaye d'avoir le maximum de femmes. Mais comme l'a déjà expliqué l'historienne Micheline Dumont, le rôle social des femmes a longtemps été réduit. Alors, avec nos critères de sélection, on en arrive à cela: le DBC reflète ce rôle social réduit. »

Sur son riche site Internet, le DBC convient d'ailleurs que « les critères de sélection — notamment le type d'activités exercées — désavantagent les femmes, dont le rôle public tenu a perduré au moins jusqu'au milieu du XX^e siècle ».

Question de perspective

Cette sous-représentation des femmes dans l'Histoire tient aussi à une question de perspective. Dans des projets comme Wikipédia, le DBC ou d'autres du même type, les individus, érigés en monuments de papier, constituent le point de gravité de l'écriture historique.

Cette approche invite à exclure monsieur et madame Tout-le-monde de la trajectoire historique en voilant leurs luttes et leur existence derrière le voile d'un récit linéaire où ne sont présentées que les naissances et les morts de grands personnages et les dates de leurs principaux faits d'armes. En somme, de grandes figures surgissent, tout commence et tout se finit avec elles. Cette vision dispense de chercher ailleurs les règles ou les mouvements qui ont marqué et régissent les sociétés humaines.

Cette vision de l'individu hissé au cœur de l'histoire renvoie par exemple au néant l'aven-

ture de milliers d'ouvrières anonymes du textile, celle des femmes au foyer, des mouvements sociaux, etc. Ces canons, hérités des figures royales ou saintes, expliquent qu'une partie de l'humanité soit restée invisible et que l'histoire des femmes ait pu être largement passée sous silence.

Voir autrement

« Des femmes célèbres, il y en a plein. J'en possède une bibliothèque complète de ces livres qui présentent la vie de femmes formidables », affirme l'historienne Micheline Dumont en entrevue au Devoir. « Seulement, il est clair que les structures sociales et politiques ne permettaient pas à plusieurs d'entre elles de s'exprimer dans la société. Traditionnellement, on ne fait référence qu'aux institutions et à la politique pour tout expliquer. On veut que les gens connaissent les dates des batailles! »

Mais ce n'est pas cela, l'Histoire, croit Micheline Dumont. « Les gens connaissent des dates, mais ne savent pas de quoi il en retourne. Ce n'est d'ailleurs pas ce qui explique le plus souvent comment se développe la vie des gens ordinaires. »

Pour considérer l'histoire des femmes autrement, il faut changer les balises par lesquelles on les envisage, plaide l'historienne. « Il faut en finir avec ce que j'appelle la construction de l'invisibilité historique. Tenez, on vient de m'envoyer un manuel d'enseignement de l'Histoire pour savoir où on aurait pu ajouter des éléments qui concernent les femmes... Remarquez qu'on se pose la question après avoir écrit le livre! Il y a des dizaines d'endroits où je leur pointe des possibilités, mais pour que cela ait du sens il faut se donner la peine d'envisager les femmes avant de commencer à travailler! »

Pour Micheline Dumont, il est clair que le féminisme est la force de changement collectif qui a le plus transformé la société au cours du dernier siècle. « Imaginez: la moitié de la population a changé ses aspirations. Les femmes se sont demandé pourquoi elles ne pouvaient pas voter, pourquoi elles avaient un statut différent, pourquoi elles ne pouvaient pas avoir un travail à l'égal de celui des hommes. L'Histoire a changé, même si les femmes continuent d'être prises dans des discours complètement aliénants. » Reste à voir par quels moyens ce changement peut trouver à mieux se matérialiser dans l'écriture de l'Histoire.

Le Devoir

SPVM

SUIITE DE LA PAGE 1

cadre de premier niveau et un cadre très élevé, des allégations criminelles d'interférence dans des dossiers pour faire tomber des accusations à la cour», a-t-il notamment dit au micro de Paul Arcand. « Il y a un proche de M. Pichet qui fait ou fera l'objet de deux enquêtes criminelles relativement à de la corruption, du trafic d'influence dans des dossiers », a-t-il ajouté.

Le ministre de la Sécurité publique, Martin Coiteux, a appelé la population à la patience. « Toute la lumière » sera faite sur les pratiques du SPVM. D'ici là, il juge inopportun de retirer ou de réitérer sa confiance à l'endroit de M. Pichet, sous pression à la suite de plusieurs reportages dans lesquels d'ex-policiers accusaient le SPVM de ni plus ni moins fabriquer de la preuve afin de museler des employés. « Ça ne sert à rien aujourd'hui de se prononcer sur une personne avant d'avoir fait ce travail », a-t-il martelé en marge d'une annonce dans la métropole.

Il voulait devenir chef de police

Issu du secteur des enquêtes criminelles du SPVM, M. Lamothe avait tenté — en vain — de succéder à Marc Parent à la tête du SPVM en 2015. Le maire Denis Coderre avait plutôt recommandé la candidature de M. Pichet.

Ce dernier a affirmé avoir trouvé « extrêmement difficile » de suspendre son adjoint. « C'est difficile de dire à quelqu'un qui travaille depuis aussi longtemps pour la police qu'on doit le mettre de côté. De l'autre côté, comme chef, avec les informations que j'avais, c'est une décision que je devais prendre. » Tout en refusant de préciser si d'autres membres de l'état-major pourraient faire l'objet d'enquêtes, il a soutenu une fois de plus qu'il est l'homme de la situation. « Si on doit améliorer les choses, on va le faire. »

Martin Coiteux a par ailleurs chargé l'ancien haut fonctionnaire Michel Bouchard de mener l'enquête administrative annoncée la semaine dernière, qui portera sur les pratiques de la division des affaires internes du corps de police ainsi que sur les « enjeux plus systémiques » liés à la gestion du SPVM.

M^e Bouchard a été doté des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête. Il aura donc le pouvoir de contraindre des personnes d'intérêt à témoigner, comme pouvait le faire le juge France Charbonneau, qui dirigeait la commission d'enquête sur l'industrie de la construction, par exemple. Il devra ensuite dresser le bilan de divers aspects des enquêtes internes au SPVM, soit « la gestion, l'encadrement, les processus et les difficultés liés à ce type d'enquête ». Son rapport devra être déposé d'ici au 15 septembre 2017.

Où en est-on?

Cette nomination survient une semaine après l'élargissement de l'enquête sur la gestion des affaires internes du SPVM. Malgré les protestations de l'opposition, c'est la SQ qui demeure chargée de l'enquête, mais en « cogestion » avec la directrice du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), Madeleine Giauque. Des policiers de Québec, Gatineau et Longueuil ont aussi été mis à contribution.

Face aux allégations « extrêmement sérieuses » visant le SPVM, le Parti québécois exhorte le ministre Coiteux à mettre sous tutelle sans tarder le corps de police. « Le ministre ne doit pas avoir peur d'utiliser tous les recours possibles, au lieu d'improviser en ajoutant ici et là des éléments », a déclaré le porte-parole du PQ en matière de sécurité publique, Pascal Bérubé.

Aux yeux de Québec solidaire, la situation commande la tenue d'une « enquête publique étendue et transparente, afin de passer les pratiques du SPVM au peigne fin ». La Coalition avenir Québec se garde toujours de demander la mise en tutelle du SPVM. Elle exige le départ de M. Pichet et le contrôle du BEI sur l'examen du SPVM.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef Philippe Pichet

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements

(lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967